

**ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**



**ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE**

Siège social : 47 Bis, Rue Henri Bouquillard

B.P. 9 - Les Montôts

58022 NEVERS CEDEX

RCS NEVERS 331 829 028 00074

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

**ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE**

Siège social : 47 Bis, Rue Henri Bouquillard

B.P. 9 - Les Montôts

58022 NEVERS CEDEX

RCS NEVERS 331 829 028 00074

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

Aux membres de l'association,

**I - Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration, le 24 juin 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au COVID 19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II - Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

u



### **III - Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Nous avons vérifié la concordance du montant des disponibilités de l'Association avec les documents émanant des établissements financiers.

Nous avons également contrôlé le correct rattachement des produits à l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV - Vérification des documents adressés aux membres de l'Association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au COVID 19, la Direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux membres de l'association appelés à statuer sur les comptes.

### **V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

u



## **VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

u

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à COSNE SUR LOIRE,  
Le 20 juillet 2020

COGEP AUDIT  
Catherine CREVAN

Commissaire aux Comptes  
et Membre associé

## ■ Bilan Synthétique

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/19	Net au 31/12/18
<b>ACTIF</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Concessions, brevets et droits assimilés	3 918,80	3 694,42	224,38	
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Constructions	1 477,23	1 477,23		
Autres immobilisations corporelles	43 437,17	33 468,40	9 968,77	9 063,84
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	3 566,35		3 566,35	914,35
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>52 399,55</b>	<b>38 640,05</b>	<b>13 759,50</b>	<b>9 978,19</b>
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	87 306,34		87 306,34	123 485,10
Autres créances	312 815,53		312 815,53	375 289,05
Divers				
Disponibilités	205 902,89		205 902,89	92 315,52
Charges constatées d'avance	16 236,37		16 236,37	7 311,15
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>622 261,13</b>		<b>622 261,13</b>	<b>598 400,82</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>674 660,68</b>	<b>38 640,05</b>	<b>636 020,63</b>	<b>608 379,01</b>



## ■ Bilan Synthétique

	Net au 31/12/19	Net au 31/12/18
<b>PASSIF</b>		
Réserves indisponibles	157 132,31	133 081,23
Réserves statutaires ou contractuelles	44 166,00	44 166,00
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>31 878,03</b>	<b>24 051,08</b>
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>233 176,34</b>	<b>201 298,31</b>
Apports	18 000,00	24 000,00
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>	<b>18 000,00</b>	<b>24 000,00</b>
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>18 000,00</b>	<b>24 000,00</b>
Provisions pour charges	87 276,00	81 131,00
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>87 276,00</b>	<b>81 131,00</b>
<b>FONDS DEDIES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts	12 636,81	18 632,73
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	12 636,81	18 632,73
Emprunts et dettes financières diverses	9 343,38	9 111,21
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	130,15	337,88
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 976,48	62 685,93
Dettes fiscales et sociales	138 641,61	143 285,81
Autres dettes	11 714,00	18 417,00
Produits constatés d'avance	59 125,86	49 479,14
<b>DETTES</b>	<b>297 568,29</b>	<b>301 949,70</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION</b>		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>636 020,63</b>	<b>608 379,01</b>

## ■ Compte de résultat Synthétique

	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois	du 01/01/18 au 31/12/18 12 mois
Production vendue	645 657,21	512 198,11
Subventions d'exploitation	187 271,33	392 224,67
Reprises et Transferts de charge	5 573,56	1 574,76
Autres produits	271,24	2 037,37
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>838 773,34</b>	<b>908 034,91</b>
Autres achats non stockés et charges externes	208 909,60	187 885,36
Impôts et taxes	25 867,12	23 156,93
Salaires et Traitements	417 456,44	444 181,75
Charges sociales	147 661,48	200 905,20
Amortissements et provisions	8 926,67	14 318,52
Autres charges	825,34	1 643,91
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>809 646,65</b>	<b>872 091,67</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>29 126,69</b>	<b>35 943,24</b>
Produits financiers	688,88	192,85
Charges financières	702,75	853,77
<b>Résultat financier</b>	<b>-13,87</b>	<b>-660,92</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>29 112,82</b>	<b>35 282,32</b>
Produits exceptionnels	3 273,03	
Charges exceptionnelles	507,82	11 231,24
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>2 765,21</b>	<b>-11 231,24</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>31 878,03</b>	<b>24 051,08</b>
Contribution volontaires en nature		
<b>Total des produits</b>		
<b>Total des charges</b>		



## ■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : BGE NIEVRE-YONNE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019, dont le total est de 636 021 euros

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 31 878 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### **Règles générales**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2019 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.



## ■ Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **Provisions**

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### **Produits et charges exceptionnels**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## ■ Notes sur le bilan

**Actif immobilisé**

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 687	232		3 919
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>3 687</b>	<b>232</b>		<b>3 919</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 477			1 477
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	15 870			15 870
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	24 823	3 679	935	27 567
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>42 170</b>	<b>3 679</b>	<b>935</b>	<b>44 914</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	914	2 652		3 566
<b>Immobilisations financières</b>	<b>914</b>	<b>2 652</b>		<b>3 566</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>46 771</b>	<b>6 563</b>	<b>935</b>	<b>52 400</b>

## ■ Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	232	3 679	2 652	6 563
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>232</b>	<b>3 679</b>	<b>2 652</b>	<b>6 563</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		935		935
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>		<b>935</b>		<b>935</b>

Amortissements des immobilisations



## ■ Notes sur le bilan

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 687	8		3 694
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>3 687</b>	<b>8</b>		<b>3 694</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 477			1 477
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	10 115	1 086		11 201
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 514	2 622	935	22 267
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>33 106</b>	<b>3 709</b>	<b>935</b>	<b>34 946</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>36 793</b>	<b>3 716</b>	<b>935</b>	<b>38 640</b>

## ■ Notes sur le bilan

**Actif circulant**

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 419 925 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	3 566		3 566
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	87 306	87 306	
Autres	312 816	312 816	
Charges constatées d'avance	16 236	16 236	
<b>Total</b>	<b>419 925</b>	<b>416 358</b>	<b>3 566</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	312 783
<b>Total</b>	<b>312 783</b>

## ■ Notes sur le bilan

**Provisions**

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	81 131	6 145			87 276
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>Total</b>	<b>81 131</b>	<b>6 145</b>			<b>87 276</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		6 145			
Financières					
Exceptionnelles					



## ■ Notes sur le bilan

**Dettes**

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 297 438 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	12 637	6 041	6 596	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	9 343	9 343		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 976	65 976		
Dettes fiscales et sociales	138 642	138 642		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	11 714	11 714		
Produits constatés d'avance	59 126	59 126		
<b>Total</b>	<b>297 438</b>	<b>290 842</b>	<b>6 596</b>	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	5 764			
(**) Dont envers les associés				

## Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	34 435
Dettes provis. pr congés à payer	54 717
Autres charges de personnel à payer	31 878
Charges sociales s/congés à payer	26 502
Charges sociales - charges à payer	390
Charges à payer	11 655
<b>Total</b>	<b>159 577</b>

## ■ Notes sur le bilan

**Comptes de régularisation**

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	16 236		
<b>Total</b>	<b>16 236</b>		

## Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	59 126		
<b>Total</b>	<b>59 126</b>		

## ■ Faits caractéristiques

### **Autres éléments significatifs**

---

Evènements postérieurs à la clôture :

Depuis le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, l'évènement majeur survenu concerne la propagation du virus dit « COVID19 », son évolution en pandémie au premier trimestre 2020 et ses conséquences.

Malgré ce contexte, les comptes 2019 ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation, car la direction considère, à date, qu'il n'y a pas d'incertitude significative sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Conformément aux recommandations gouvernementales nationales , l'association a mis en place toutes les mesures de sécurité pour limiter l'exposition des collaborateurs et des partenaires, en adaptant ses organisations et modes de travail.



**ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE**

**RAPPORT SPECIAL  
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**



**ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE**

Siège social : 47 Bis, Rue Henri Bouquillard

B.P. 9 - Les Montôts

58022 NEVERS CEDEX

RCS NEVERS 331 829 028 00074

---

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE  
A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

**ASSOCIATION BGE NIEVRE YONNE**

Siège social : 47 Bis, Rue Henri Bouquillard

B.P. 9 - Les Montôts

58022 NEVERS CEDEX

RCS NEVERS 331 829 028 00074

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE  
A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à COSNE SUR LOIRE,  
Le 20 juillet 2020

COGEP AUDIT  
Catherine CREVAN

Commissaire aux Comptes  
et Membre associé